



@ contact@ensemble-fdg.org

✉ 20 rue Chaudron 75010 Paris

👉 www.ensemble-fdg.org

Le gouvernement ment, unissons et amplifions nos luttes !

La manipulation, les mensonges des ministres sont sinistres.

Les intermittents coûtent très cher à l'assurance chômage ! Une vaste entreprise de désinformation l'affirme. C'est faux : représentant 3,5% des chômeurs, ils touchent 3,4% des indemnités. Par milliers, les intermittent-e-s se mobilisent, manifestent contre la réforme de l'indemnisation du chômage signée le 22 mars par le Medef et la CFDT. Cet accord du 22 mars augmente les cotisations sociales qu'ils doivent verser et allonge le délai de carence qui affecterait dorénavant un intermittent sur deux.

Le secrétaire d'État aux transports est allé inventer que les cheminots ont des revendications nouvelles et qu'on s'y perd. Il veut opposer Sud rail à la CGT. Il essaie d'opposer la direction confédérale de la CGT aux grévistes. Il fait croire que le déficit, résultat des investissements en TGV, dépend des grévistes et de leurs « avantages excessifs ». Face au projet de loi, les organisations syndicales et les personnels mobilisés dénoncent une fausse réunification qui vise faciliter l'ouverture à la concurrence du trafic voyageur à l'horizon 2019 engagée par l'Union européenne depuis 1991.

Depuis le 22 mai, des milliers de cheminots manifestent à travers la France contre le projet de loi sur la réforme ferroviaire du Secrétaire d'État aux Transports, débattu à l'Assemblée. Les syndicats et personnels en lutte sont porteurs d'une autre réforme. Ils estiment que c'est à l'État de reprendre à son compte la dette. Ils veulent une seule entité SNCF publique, la garantie du maintien du statut de cheminot, les embauches nécessaires, le redémarrage du fret ferroviaire, le développement des lignes secondaires, un conseil d'administration unique et un comité central d'entreprise. Leur lutte vise à préserver, dans l'intérêt des usagers, des transports ferroviaires publics efficaces.

Le débat démocratique est pris un otage par un gouvernement qui veut casser nos services publics. Que ce soit dans le conflit des cheminots ou celui des intermittents du spectacle, sa seule réponse est d'envoyer la police. Cela n'empêchera pas le mouvement de continuer et de s'amplifier ! Hollande veut mettre à genoux les grévistes car il craint que le succès d'une lutte encourage toutes les autres ! Mais cette réponse violente n'empêchera pas le mouvement de continuer et de s'amplifier !

Ensemble, imposons le retrait de l'accord du 22 mars et une autre loi sur les transports !

Intermittents, cheminots, mais aussi fonctionnaires, personnels des crèches parisiennes soumis à la politique d'austérité, personnels de la santé soumis aux logiques de rentabilité, personnel de Pôle emploi, toutes et tous affirment le besoin, la nécessité du maintien de leurs droits et de leurs missions.

Alors que le racisme et l'extrême droite prospèrent sur le désespoir et le chacun pour soi, il faut en finir avec l'austérité, la destruction des solidarités et des biens communs que sont les services publics

Ancrons et amplifions la bataille anti-austérité à partir du pôle de résistance sociale et politique qui s'est affirmé avec la manifestation contre l'austérité le 12 avril. Avec le Front de gauche, Ensemble! propose le plus large regroupement pour s'opposer à la politique du gouvernement et construire une alternative.

Une autre politique est possible !

Exigeons des mesures d'urgence :

- ▶▶ refus de payer la dette illégitime et mise en œuvre d'une réforme fiscale d'ampleur qui permette une redistribution de la richesse produite au bénéfice de la population
- ▶▶ un minimum de ressources avec le SMIC en référence
- ▶▶ des mesures immédiates de réquisition et de relogement
- ▶▶ abandon du projet de Notre Dame Des Landes et de la ferme des 1000 Vaches et autres projets climaticides
- ▶▶ développement des services publics
- ▶▶ transition écologique (transports collectifs, logements, économies d'énergie...), et satisfaction des besoins sociaux (salaires, protection sociale, réduction du temps de travail...)

Il est décisif que convergent les associations, syndicats, partis, les citoyen-ne-s pour construire une alternative de gauche, écologique et solidaire à la politique de Valls et Hollande.